



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 15 octobre 2026

FOCUS : PHENOMENE EL NIÑO EN EQUATEUR : QUELLES CONSEQUENCES ?	2
Bolivie	3
10 entreprises publiques sont évaluées comme critiques et pourraient être liquidées.	3
Colombie	3
Donald Trump ouvre la porte au retrait des droits de douane.	3
Les changements démographiques pourraient réduire la croissance de plus d'un point.	3
Le projet de budget pour 2027 présenté pour le second débat parlementaire prévoit une baisse du service de la dette.	4
Le gouvernement réforme la consultation préalable pour accélérer les projets d'infrastructures.	4
L'appréciation du peso se maintient dans un contexte de risques croissants.	4
Guyana	5
Le déficit du gouvernement a triplé au cours du premier semestre 2026 pour atteindre -505 M\$.	5
Équateur	6
Le FMI relève à 2,7 % sa prévision de croissance pour l'Équateur en 2026.	6
La crise énergétique s'aggrave avec le retour de l'étiage et les premières coupures d'électricité.	6
L'investissement direct étranger en Équateur double au premier semestre 2026, porté par Singapour et le Pérou.	6
Pérou	7
La Banque centrale maintient son taux directeur à 4,25 % depuis plus d'un an.	7
Le Pérou souhaite augmenter de 50 % sa contribution au FMI.	7
Venezuela	8
Le gouvernement s'engage à avancer dans son processus de restructuration de la dette.	8

Focus : Phénomène El Niño en Equateur : quelles conséquences ?

Le phénomène El Niño 2026-2027 représente un risque significatif pour l'Équateur. Les prévisions officielles font en effet état d'une probabilité supérieure à 90 % que l'épisode atteigne une intensité « très forte » au cours de l'automne et de l'hiver boréal 2026-2027. La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) pointe le risque de davantage de précipitations sur le littoral équatorien, alors que de larges zones de l'intérieur andin et amazonien pourraient connaître des déficits hydriques. Ce contraste est particulièrement important pour le pays : un même épisode peut provoquer simultanément des inondations sur la côte Pacifique et une sécheresse affectant les bassins hydroélectriques.

L'Équateur figure parmi les économies latino-américaines les plus exposées aux conséquences économiques d'un El Niño extrême. En 2024, la Banque interaméricaine de développement estimait une perte de 4,4 points de croissance sur l'année en cas d'épisode extrême. La Banque centrale estime, elle, que la croissance pourrait être réduite de -0,5 point en 2027 en cas de phénomène modéré mais de -1,4 point en cas de phénomène extrême. Les principaux canaux de transmission sont l'agriculture, la pêche, les infrastructures, le commerce et l'énergie. Les inondations affectent déjà des cultures rizières de la côte, endommagent les infrastructures routières et perturbent la distribution des marchandises. Parallèlement, le réchauffement des eaux réduit la disponibilité de certaines ressources halieutiques. L'inflation serait également affectée, via les prix alimentaires et énergétiques. Enfin, des dépenses budgétaires additionnelles sont à prévoir, à la fois pour financer les aides aux populations sinistrées, les infrastructures d'urgence, la réparation des réseaux routiers et hydrauliques et, à terme, la reconstruction.

Le secteur électrique constitue l'un des principaux points de vulnérabilité de l'Équateur. Le risque provient surtout de la répartition géographique très inégale des précipitations. Selon la CEPAL, pour le dernier trimestre 2026, le littoral de l'Équateur devrait connaître des précipitations plus importantes tandis que l'intérieur du pays, notamment les zones andines et amazoniennes, pourrait connaître des déficits hydriques. Cette situation est susceptible de réduire les apports aux réservoirs qui alimentent les centrales hydroélectriques. En particulier, la production électrique est concentrée autour de grands complexes hydroélectriques. Une diminution des débits dans les bassins alimentant notamment Coca Codo Sinclair et le complexe Paute-Mazar peut réduire la capacité de production disponible et accroître le recours aux centrales thermiques ou aux importations d'électricité. Les fortes pluies constituent par ailleurs un risque pour les infrastructures de transport et de production, en raison des glissements de terrain et des inondations.

La stratégie énergétique de l'État vise à disposer d'une capacité de substitution suffisante en cas de déficit hydroélectrique. CELEC (l'entreprise publique électrique) a engagé des opérations de maintenance et de remise en service de centrales thermiques ainsi que des travaux destinés à sécuriser les installations hydroélectriques et le réseau de transport. Cette stratégie vise à réduire le risque de rationnement si les conditions hydrologiques se détériorent.

Bolivie

10 entreprises publiques sont évaluées comme critiques et pourraient être liquidées.

La Bolivie dispose de 67 entreprises publiques relevant de l'État central. Le bureau pour le renforcement de l'entreprise publique (OFEP) identifie 10 entreprises connaissant des situations financières critiques. L'étude de l'OFEP est un premier diagnostic sur les entreprises publiques, alors que le décret 5727 de septembre 2026 ouvre la porte à des liquidations, en déclarant prioritaire « la réorganisation, la dissolution et/ou la liquidation des entreprises publiques ». Parmi ces entreprises se trouve Yacana (spécialisée dans les textiles issus de fibre d'alpaca et de lama), Epcoro (spécialisée dans la production et la commercialisation de l'or), ou Kokaboli (spécialisée dans la feuille de coca).

Les compagnies à caractère social et stratégique devraient bénéficier d'un traitement spécifique. BoA (la compagnie aérienne publique) et MiTeleferico (entreprise publique du téléphérique de La Paz) sont identifiées comme connaissant des difficultés financières mais ne devraient *a priori* pas faire l'objet de liquidation compte tenu de leur nature spécifique. Selon le gouvernement, 7,8 Md\$ ont été investis dans les 67 entreprises publiques, pour une faible rentabilité : seuls 18 % des fonds investis auraient été récupérés par l'État depuis 2007 (via des dividendes notamment).

Colombie

Donald Trump ouvre la porte au retrait des droits de douane.

Le président des États-Unis a évoqué la possibilité de retirer les droits de douane de 12,5 % sur les importations colombiennes lors

d'un échange avec des journalistes devant la Maison blanche. Aucune date n'a cependant été avancée, l'annonce n'ayant pas été officialisée à ce stade. Le président américain a évoqué sa proximité politique avec le président colombien afin de justifier d'un potentiel retrait des droits de douane. Ces droits ont été mis en place le 23 juillet, justifiés par la non mise en place d'une interdiction effective des biens produits par du travail forcé. 8 300 produits colombiens pourraient bénéficier de cette baisse, comme les fleurs, les produits agro-alimentaires, le chocolat ou encore le textile. Les droits de douane devraient alors revenir au taux de 10 %.

Près de 30 % des exportations colombiennes vers les États-Unis sont touchées par des droits de 12,5 %. Pour autant, les exportations de café, de pétrole, d'or ou de banane étaient exclus de cette sur-taxe.

Les changements démographiques pourraient réduire la croissance de plus d'un point.

La Colombie connaît une transformation accélérée de la structure de sa population, marquée par une chute de la fécondité (1 enfant par femme ; cf. [Brève semaine 40](#)), une hausse de l'espérance de vie et des changements dans les flux migratoires selon la Banque centrale. Entre 2005 et 2018, le nombre d'enfants a baissé de -23 % (pour s'établir à 10 millions, soit 19 % de la population totale) alors que le nombre de personnes de plus de 60 ans a augmenté de 50 % (6 millions ; 11 % de la population).

Cette situation pourrait réduire la croissance à l'état stationnaire (de long terme), passant de 2,6 % en 2025 à 1,5 % en 2045 (-1,1 point de pourcentage ; pp). Ce ralentissement serait notamment associé à une diminution de la population active. Au niveau budgétaire, la Banque centrale estime que le déficit primaire augmenterait significativement face aux dépenses croissantes de retraite et de santé. La dette publique pourrait dépasser 150 % du

PIB d'ici 2070 (contre 60 % actuellement). Le vieillissement démographique intervient en effet dans un contexte de forte informalité (54,8 % de la population), limitant la capacité de l'État à financer les dépenses sociales.

Pour faire face à ces défis, la Banque centrale évoque la mise en place de plusieurs politiques structurelles. En plus d'augmenter la formalisation de l'emploi, la Banque centrale recommande de mettre en place des politiques réhaussant l'activité de la population, notamment des femmes (52 % contre 75 % pour les hommes), et d'augmenter la productivité des travailleurs. Des ajustements des systèmes de santé (efficacité des dépenses) et de retraite (ajustements progressifs de l'âge de départ à la retraite) sont également des pistes évoquées.

Le projet de budget pour 2027 présenté pour le second débat parlementaire prévoit une baisse du service de la dette.

Le gouvernement a présenté son deuxième projet de budget pour 2027, afin d'ouvrir le second débat au Sénat, d'un montant égal à celui du premier débat (200 Md\$; 634 900 Md COP). Des ajustements importants ont néanmoins été faits : le service de la dette se réduirait de -5,5 % (45 Md\$; 144 100 Md COP) grâce à des opérations de reprofilage et de gestion de la dette. Dans le même temps, le budget du ministère des Finances augmente de 10 % (15 Md\$; 48 000 Md COP) pour financer davantage d'investissements (+1,2 Md\$ par rapport au projet précédent). Le ministère des Mines et de l'Énergie verrait également son budget augmenter de 1 Md\$ (+3 000 Md COP) afin de financer les subventions sur l'électricité ou le gaz. Le budget pour 2027 doit être approuvé par les parlementaires la semaine prochaine, au plus tard au 20 octobre.

Le gouvernement réforme la consultation préalable pour accélérer les projets d'infrastructures.

Le ministère de l'Intérieur a engagé une réforme de la « consulta previa », procédure de concertation avec les communautés locales qui peut ralentir les projets d'infrastructure, d'énergie, de mines et d'hydrocarbures. La réforme prévoit notamment la numérisation des dossiers, un meilleur suivi des procédures et une clarification des responsabilités et des délais.

Le gouvernement souhaite également revoir certains mécanismes susceptibles de prolonger les procédures, tout en maintenant le principe de consultation des communautés. L'objectif affiché est de réduire les délais et d'accroître la sécurité juridique, afin d'accélérer les projets stratégiques et d'améliorer la visibilité offerte aux investisseurs.

L'appréciation du peso se maintient dans un contexte de risques croissants.

Le peso colombien s'est apprécié de 22,5 % par rapport au dollar américain sur l'année, pour s'établir à 3 198 USD/COP au 15 octobre. Cette appréciation s'inscrit dans une tendance de fond : confiance des investisseurs dans le nouveau gouvernement, faiblesse générale du dollar américain, prix élevés du pétrole et taux directeurs élevés. En particulier, le différentiel de taux entre la Fed (banque centrale étatsunienne) et la Banque centrale colombienne alimente un phénomène dit de « carry-trade » : les placements en pesos ont un rendement supérieur à ceux en dollar, alimentant la demande des investisseurs internationaux pour la dette colombienne, ce qui renchérit le peso.

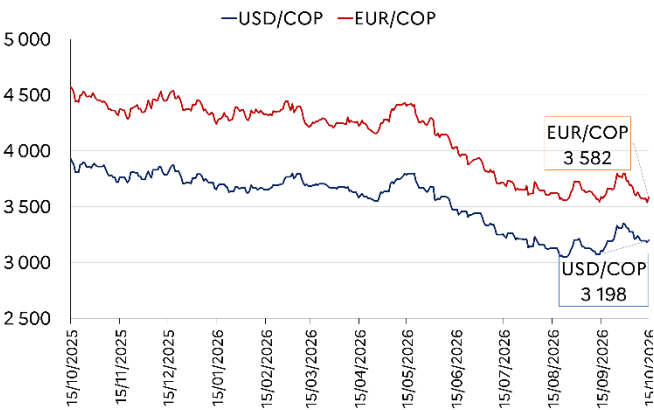
Les dernières données des États-Unis relancent le risque d'un resserrement monétaire de la Fed, qui pourrait ralentir cette tendance. L'inflation annuelle a accéléré à

3,7 % en septembre aux États-Unis tandis que les prix de production ont bondi de +6,3 %, au-dessus des anticipations de marché. Face à ces données, les marchés anticipent désormais un nouveau resserrement monétaire de la Fed, passant par une hausse des taux directeurs, consécutive à celle de septembre (passant de 3,5 %-3,75 % à 3,75 %-4 %).

Une hausse des taux américains pourrait peser sur le peso colombien, via deux mécanismes.

Premièrement, le différentiel de taux entre les banques centrales étatsuniennes et colombiennes se resserrerait, limitant l'intérêt pour les investisseurs d'acheter de la dette colombienne, limitant donc l'entrée de devises dans le pays. Deuxièmement, un resserrement monétaire américain durable pourrait freiner l'activité économique mondiale et la demande de pétrole, exerçant une pression à la baisse sur les cours. Une baisse des prix pétroliers réduirait alors les exportations colombiennes et pourrait contribuer à la dépréciation du peso. Cet effet reste toutefois à ce stade très conditionnel : le choc d'offre lié au détroit d'Ormuz pourrait continuer à soutenir les prix du pétrole malgré un ralentissement de la demande.

Graphique : Évolution du taux de change sur l'année au 15 octobre 2026



Source : Banco de la República, SER de Bogota

Indicateurs	Variation hebdo.	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	11,1%	36,6%	2594
Change USD/COP	-0,8%	-17,3%	3194
Change EUR/COP	-1,4%	-21,3%	3557
Prix du baril (Brent, USD)	1,9%	73,8%	106

Guyana

Le déficit du gouvernement a triplé au cours du premier semestre 2026 pour atteindre -505 M\$.

Le déficit annuel du gouvernement a presque triplé pour atteindre 505 M\$ au cours du premier semestre. Il devrait atteindre 2,4 Md \$ à la fin de l'année, soit 7,1 % du PIB. Un rapport de la Banque centrale du Guyana attribue la hausse des dépenses courantes (+21 %) à l'augmentation des charges d'intérêts (+53 %), des dépenses en biens et services (+23 %), des charges salariales (+19 %) et des transferts sociaux (+18 %). Le rapport relève une augmentation de 12 % des crédits accordés au secteur privé au premier semestre. En revanche, les crédits au secteur agricole ont reculé de -3 %, ceux de l'industrie manufacturière de -4 % et ceux de l'exploitation minière de -17 %. En parallèle, les recettes ont reculé de 0,7 %, malgré une amélioration des recouvrements fiscaux, en raison de la baisse des transferts du Fonds des ressources naturelles.

La dette publique et la dette garantie par l'État ont augmenté de 830 M\$ entre janvier et juin pour atteindre 8,6 Md\$. Le niveau de dette prévu en fin d'année, 10,3 Md\$ (30 % du PIB), représenterait une hausse d'environ un tiers par rapport au niveau enregistré fin 2025. Le portefeuille national repose en grande partie sur des titres à court terme. Les bons du Trésor représentent 84,4 % de la dette nationale et l'ensemble du portefeuille national peut être soumis à une révision des taux d'intérêt dans un délai d'un an. Les réserves internationales ont reculé de 294 M\$

pour s'établir à 1,1 Md\$, soit un mois de couverture des importations. Cette baisse intervient dans un contexte de difficultés persistantes pour se procurer des devises étrangères.

Le parti d'opposition APNU a demandé des explications sur l'aggravation du déficit. Le gouvernement a présenté son programme de dépenses comme un investissement dans une transformation à long terme. Le ministère des Finances a affirmé que l'endettement restait dans les limites, soulignant que le ratio dette/PIB s'établissait à 29 % à la fin de l'année 2025.

Équateur

Le FMI relève à 2,7 % sa prévision de croissance pour l'Équateur en 2026.

Le Fonds monétaire international (FMI) a relevé sa prévision de croissance de l'Équateur à 2,7 % en 2026, contre 2,5 % dans ses estimations d'avril, selon son rapport sur les perspectives économiques mondiales publié le 12 octobre. Pour 2027, le FMI prévoit une progression de 2,5 %. L'Équateur bénéficie d'une perspective relativement favorable par rapport à son environnement régional, même si cette amélioration ne préjuge pas d'une accélération durable de l'activité.

Le 6 octobre, la Banque mondiale avait également relevé sa prévision pour le pays à 2,8 % en 2026, contre 2,5 % auparavant, tout en anticipant un ralentissement à 2 % en 2027. Ces estimations témoignent d'un optimisme prudent des institutions multilatérales, dans un contexte international incertain et face aux défis structurels de l'économie équatorienne.

La crise énergétique s'aggrave avec le retour de l'étiage et les premières coupures d'électricité.

L'Équateur fait face à de nouvelles tensions sur son approvisionnement électrique dans un

contexte de baisse des précipitations et des débits des cours d'eau alimentant les centrales hydroélectriques. De coupures d'électricité touchent Quito, Guayaquil, Samborondón, Ambato, Loja et d'autres villes sans que les autorités n'aient encore précisé leur origine. La situation des réservoirs suscite également des inquiétudes se retrouvant à la limite de leur niveau minimal, selon les données publiques de la Corporación Eléctrica del Ecuador (CELEC).

Face à ces tensions, le gouvernement avait déjà annoncé des restrictions de consommation pour les entreprises industrielles à partir du 12 octobre, avec des déconnexions programmées trois jours par semaine pour les grands consommateurs concernés. Le président Daniel Noboa a par ailleurs annoncé cette semaine des travaux de maintenance et des investissements sur les réseaux de transport et de distribution pour le samedi 17 octobre, en prévision des mois les plus difficiles du phénomène El Niño. Le chef de l'État a toutefois exclu, début octobre, des coupures programmées pour les ménages. La priorité consiste désormais à préserver les réserves hydriques, renforcer la disponibilité des moyens de production thermique et sécuriser le réseau électrique, alors que les tensions pourraient s'accroître dans les prochaines semaines.

L'investissement direct étranger en Équateur double au premier semestre 2026, porté par Singapour et le Pérou.

L'Équateur a enregistré 716 M\$ d'investissements directs étrangers (IDE) au premier semestre 2026, soit un doublement par rapport à l'année dernière (+101,3 %), selon la Banque centrale équatorienne (BCE). Il s'agit du montant semestriel le plus élevé depuis 2022, année durant laquelle les IDE avaient atteint 815 M\$ sur la même période.

Singapour arrive en tête des investisseurs, avec 155 M\$, contre 49 M\$ un an auparavant. Les IDE singapouriens se dirigent

principalement dans l'industrie manufacturière (75 % ; 117 M\$). Le Pérou se classe deuxième, avec 106 M\$, contre 15 M\$ au premier semestre 2025, essentiellement dans le commerce (98 M\$). Le Costa Rica et le Panama figurent également parmi les principaux pays d'origine des capitaux, avec respectivement 63 M\$ et 62 M\$.

Par secteur d'activité, le commerce a capté 162 M\$ (23 % des IDE entrants), suivi de l'industrie manufacturière (156 M\$; 22 %), des services aux entreprises (153 M\$; 21 %) et de l'agriculture, de la sylviculture, de la chasse et de la pêche (126 M\$; 18 %). Ces quatre secteurs concentrent ainsi 84 % des investissements enregistrés. L'industrie manufacturière se distingue particulièrement, avec des flux multipliés par quatre par rapport au premier semestre 2025. Cette progression doit toutefois être interprétée avec prudence : les IDE comptabilisés par la BCE incluent non seulement les nouveaux capitaux entrants, mais également les bénéfices réinvestis et certaines opérations financières intragroupe.

Pérou

La Banque centrale maintient son taux directeur à 4,25 % depuis plus d'un an.

La Banque centrale a décidé de maintenir son taux d'intérêt de référence à 4,25 %, ce qui porte à 14 le nombre de mois consécutifs sans modification. Cette décision intervient alors que l'inflation en glissement annuel reste supérieure à la fourchette cible et a atteint 4,5 % en septembre. Bien que l'inflation globale reste élevée, certains indicateurs montrent une évolution plus modérée. Hors alimentation, énergie et transports, l'inflation en glissement annuel s'est établie à 1,8 % en septembre et reste inférieure à 2 % depuis avril 2025. Toutefois, les estimations à 12 mois situent l'inflation à 3,1 %. Ce niveau est légèrement supérieur à la limite supérieure de

la fourchette cible de la BCRP, qui se situe entre 1 % et 3 %.

L'autorité monétaire estime que l'inflation globale et l'inflation hors alimentation et énergie devraient revenir à terme dans la fourchette cible et se rapprocher de 2 %. Cependant, certains facteurs pourraient encore retarder cette convergence, tels que le phénomène El Niño qui pourrait avoir des effets plus persistants sur l'inflation, ou bien les tensions géopolitiques au Moyen-Orient pouvant provoquer une forte volatilité des cours internationaux du pétrole.

Le Pérou souhaite augmenter de 50 % sa contribution au FMI.

La Banque centrale propose de rehausser de 50 % la quote-part du pays au Fonds monétaire international (FMI). Le pays passerait ainsi de 1,3 Md de droits de tirage spéciaux (DTS ; avoir de réserve international dont la valeur repose sur un panier de cinq devises : le dollar américain, l'euro, le renminbi chinois, le yen japonais et la livre sterling) à 2,0 Md de DTS, soit l'équivalent de 1,8 Md\$ à 2,7 Md\$. Cette opération ne constitue ni un transfert budgétaire vers le FMI ni une dépense à la charge du Trésor public. Elle ne nécessite donc pas d'affectation de ressources provenant du budget général de la République et n'entraîne pas de dépense fiscale directe. Toutefois, cette opération aura bel et bien des répercussions financières pour la Banque centrale, car elle modifiera la composition de ses actifs et sa situation financière vis-à-vis du FMI sans pour autant réduire le niveau total des réserves internationales.

Le Pérou augmenterait le montant des ressources auxquelles il pourrait avoir accès par le biais des facilités financières du FMI, dont les limites sont calculées en pourcentage de la quote-part. Cela pourrait s'avérer pertinent si le pays devait faire appel à l'organisme en cas de difficultés économiques.

Venezuela

Le gouvernement s'engage à avancer dans son processus de restructuration de la dette.

Le vice-président chargé de l'Economie, Calixto Ortega, a affirmé que la présentation de l'analyse de soutenabilité de la dette continue d'être une priorité. Le document, qui aurait dû être présenté à l'été, aurait été décalé du fait des effets des séismes de juin. La dette publique externe du Venezuela est estimée entre 140 Md\$ et 170 Md\$ selon les estimations, bien qu'une forte opacité entoure ces données.

Calixto Ortega s'est publiquement opposé à la dollarisation de l'économie, tout en reconnaissant qu'il existe une part de

l'économie dont les échanges sont réalisés en dollars. Ces échanges en dollars ont repris depuis la capture de Nicolás Maduro alors que les entrées de devises étaient plus rares en 2025, après l'interdiction faite par les États-Unis à Chevron (entreprise pétrolière américaine) de rémunérer les autorités en dollars (cf. [Brève semaine 39 de 2025](#)). Pour autant, l'économie a déjà été majoritairement dollarisée, à partir de 2019, après une flexibilisation du recours au dollar. Si le gouvernement vénézuélien s'oppose à une dollarisation officielle, le gouvernement américain n'a pas non plus publiquement affiché son soutien à la dollarisation.

Le gouvernement a également présenté une stratégie de croissance au FMI, fondée sur les industries extractives (pétrole et mines). Dans son dernier rapport sur l'économie mondiale, le FMI estime que le Venezuela connaîtra une croissance de 5 % en 2026 et de 7 % en 2027.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md\$)	PIB/hab. à prix courants (K\$)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2025	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2026 p.
Bolivie	12,7	53,8	4,2	-1,6	-3,0	1,6	100,2	108	+5	14,2
Colombie	53,4	527,7	10,7	2,6	2,2	-2,6	59,5	83	+2	6,8
Equateur	18,2	138,2	7,6	3,7	2,7	4,6	54,5 (2025)	88	+1	2,8
Guyana	1,0	34,0	38,6	19,3	22,3	31,6	25,3	89	+6	5,7
Pérou	34,8	399,6	11,5	3,4	3,0	4,0	28,6	79	0	4,4
Suriname	0,7	6,0	9,0	4,0	4,0	-51,0	85,1	114	+2	12,4
Venezuela	28,5	124,2	4,4	9,0	5,0	-1,0	/	121	0	336,7
Argentine	47,9	768,2	16,0	2,3	2,2	-1,1	69,3	47	0	29,5
Brésil	214,1	2 654,8	12,4	4,5	2,1	-2,9	97,0	84	+2	4,8
Chili	20,2	402,2	20,0	2,5	0,6	-1,2	42,8	45	0	4,2
Mexique	134,4	2 176,2	16,2	0,5	1,5	-0,3	62,1	81	+3	3,6

Source : FMI, WEO, octobre 2026

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Bogota.

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Diego DAVO, Ursula ELEIZALDE, Killian MAGDELAINE, Diego MAGUINA, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)